

<https://divergences.be/spip.php?article3685>



# Réglement de compte à Karthoum .

- Aujourd'hui - 2023 - Juin - Soudan -

Date de mise en ligne : mardi 30 mai 2023

---

Copyright © Divergences, Revue libertaire internationale en ligne - Tous

droits réservés

---

**Joshua Craze**

[Origine New Left Review](#)

Sommaire

- [Guerre au Darfour](#)
- [La chute du chef](#)
- [et la révolution advint](#)
- [Réactions internationales](#)
- [Le coup d'État](#)
- [Échec du coup d'État](#)

**Le conflit entre les deux prétendants au pouvoir**



Le 15 avril, des affrontements ont éclaté à Khartoum, la capitale du Soudan, opposant les Forces armées soudanaises (SAF), fidèles à Abdel Fattah al-Burhan, le général qui dirige le conseil d'administration du pays, aux forces paramilitaires de son adjoint, Mohamed Hamdan Dagalo, également connu sous le nom de "Hemedti" (le petit Mohamed), le prétendant bonapartiste au trône du Soudan. Dans un premier temps, les milices de Hemedti, connues sous le nom de RSF (Rapid Support Forces), semblent avoir l'avantage. Elles ont pris le contrôle de plusieurs bases aériennes et se sont installées dans les quartiers résidentiels de Khartoum, laissant présager une campagne de guerre urbaine difficile pour Burhan. À la fin du 16 avril, cependant, la supériorité de l'armement des Forces armées soudanaises s'est révélée, les avions de combat mitraillant les casernes des Forces armées soudanaises et délogeant les forces paramilitaires de leurs positions dans la ville. La situation reste très incertaine, même pour ceux qui sont sur le terrain. Tout ce que je peux vous dire, m'a écrit un ami, c'est d'où vient la fumée. Contrairement à ce qui s'est passé lors du coup d'État d'octobre 2021, l'internet fonctionne toujours, mais il n'a pas apporté beaucoup de clarté. Les faits sont dissimulés par des affirmations et des contre-affirmations, toutes diffusées par le biais de messages sur Facebook.

*Pour comprendre .... il faut remonter à la formation de l'État soudanais*

Ce qui est clair, c'est la raison pour laquelle cette confrontation a éclaté. Les tensions entre les deux parties n'ont cessé de croître depuis la signature d'un accord en décembre 2022, l'accord-cadre, qui était censé ouvrir la voie à une transition vers un gouvernement dirigé par des civils et au départ de la junte militaire qui dirigeait le Soudan depuis octobre 2021. L'accord a relégué toutes les questions difficiles aux oubliettes. Surtout, il n'a pas abordé la question de l'intégration des forces de sécurité soudanaises dans l'armée - une évolution que Burhan souhaite voir prendre deux ans, et Hemedti, dix ans. Le processus politique qu'il a initié avait la rare particularité d'être à la fois extrêmement vague et totalement irréaliste. Des compromis délicats, qui auraient pris des mois, étaient attendus en l'espace de quelques semaines, selon un calendrier créé en grande partie pour la consommation internationale. Ces exigences ont exacerbé les tensions latentes entre les deux parties, ce qui a incité RSF à croire que l'Égypte - un soutien de longue date de l'armée soudanaise - interviendrait. Hemedti a déployé ses forces à proximité de la base aérienne de Merowe au début du Ramadan, ce qui a servi de catalyseur aux affrontements actuels.



### Aux origines du conflit

Pour comprendre les racines de la lutte entre l'armée et le RSF, il faut remonter à la formation de l'État soudanais. La première guerre civile du Soudan a commencé en 1955, l'année précédant son indépendance de l'Empire britannique. Les conflits postcoloniaux ont suivi les lignes du régime colonial, avec une élite riveraine à Khartoum et ses villes satellites, dominée par quelques familles, luttant contre les périphéries multiethniques du pays, qu'elle exploitait pour la main-d'œuvre et les ressources. Une guerre civile (1955-1972) a rapidement été suivie d'une autre (1983-2005). Dans les années 1980, une crise de la dette a failli mettre le Soudan en faillite et Khartoum a eu du mal à payer son armée, tandis que le conflit se poursuivait aux marges du pays, principalement dans le sud.

Sur ces bases peu prometteuses, Omar al-Bashir, alors brigadier de l'armée, qui a pris le pouvoir par un coup d'État en 1989, a forgé une forme durable de gouvernement. Plutôt que de fournir des services dans les périphéries, il a utilisé des milices pour mener une contre-insurrection à peu de frais, dressant les nombreux groupes ethniques du Soudan les uns contre les autres. Il a privatisé l'État, le découpant en fiefs dirigés par ses services de sécurité, qu'il a multipliés et fragmentés afin de mettre son régime à l'abri d'un coup d'État. L'armée soudanaise s'est rapidement trouvée en concurrence avec le Service national de renseignement et de sécurité (NISS), puis avec le RSF de Hemedti, pour ne citer que quelques-uns des organes de sécurité. Chacune de ces forces a construit son propre empire économique. L'armée soudanaise dirigeait des entreprises de construction, des services miniers et des banques, tandis que le FSR prenait le contrôle des mines d'or et des services mercenaires lucratifs.

Bashir a conclu un pacte faustien avec les villes soudanaises : accepter la terreur dans les marges du pays en échange de produits de base bon marché et de subventions pour le carburant et le blé, dont l'importation nécessitait des devises étrangères obtenues par la vente des ressources produites dans les périphéries. Le pétrole a commencé à couler en 1999, en grande partie en provenance du Sud-Soudan. Les revenus tirés de sa vente

subventionnaient la consommation urbaine et graissaient les rouages d'une machine transactionnelle au centre de laquelle se trouvait Béchir, qui jouait le rôle d'arrangeur en chef pour une coalition peu maniable de services de sécurité et de politiciens. Si les marges étaient en mesure de contrôler leurs propres ressources, cette machine s'arrêterait inévitablement. Ainsi, leurs intérêts étaient structurellement opposés à ceux du centre - une relation de classe articulée autour d'un antagonisme géographique.



## Guerre au Darfour

En 2003, alors que la guerre dans le sud du Soudan touchait à sa fin, une nouvelle guerre a éclaté au Darfour. Bashir a décidé de répéter l'astuce qu'il avait utilisée dans le sud - où des milices avaient combattu une force rebelle du sud - et d'armer les communautés arabes du Darfour pour combattre des rebelles non arabes. Surnommées les "Janjaweed" (les cavaliers du mal), ces milices se sont rapidement transformées en une force de plusieurs dizaines de milliers de personnes, qui ont mené une guerre vicieuse contre les rebelles et les civils du Darfour. C'est cette guerre qui a fait Hemedti. Marchand de chameaux de la petite tribu Mahariya des Arabes Rizeigat, qui vivent à la fois au Tchad et au Darfour, il est devenu chef de guerre et a rapidement rassemblé une force de 400 hommes. En 2007, il est brièvement devenu un rebelle, mais uniquement dans le but de tirer parti de la violence pour obtenir une meilleure position au sein du gouvernement. Cinq ans plus tard, alors que le contrôle de Bashir sur les Janjawids vacille, Hemedti se présente comme l'homme capable de combattre les rébellions soudanaises à la tête de la RSF nouvellement créée, qui a absorbé une grande partie des Janjawids.

Hemedti s'est rapproché de Bashir et est rapidement devenu son homme de main. On dit que Bashir s'est tellement attaché à Hemedti qu'il l'appelait affectueusement "Himyati" (mon protecteur). Cependant, alors que Hemedti infligeait une série de défaites aux mouvements rebelles du Darfour, le régime de Bashir se débattait. En 2005, sous la pression internationale, le gouvernement soudanais a signé un accord de paix avec les rebelles du Sud, avec la promesse d'un référendum sur l'indépendance du Sud. En 2011, le Sud-Soudan vote en faveur de la sécession, privant Khartoum de 75 % de ses revenus pétroliers. Sans liquidités en dollars, la machine transactionnelle de M. Bashir a commencé à se gripper.

## La chute du chef

Le régime a tenté de diversifier sa base économique en vendant des terres aux pays du Golfe et en se lançant dans

l'exploitation de mines d'or. Hemedti a ouvert la voie. Il a profité de sa position à la tête du FSR pour bâtir un empire économique, en fondant une société holding appelée al-Jineid et en s'emparant de la mine d'or la plus lucrative du Soudan. Comme tous les grands entrepreneurs de la violence, Hemedti n'a pas tardé à étendre ses intérêts en envoyant des mercenaires du FSR combattre les Houthis au Yémen pour le compte des Émirats arabes unis. Il s'est également impliqué dans l'organisation du passage des migrants au Sahel : d'abord en les empêchant de traverser le pays (une entreprise autrefois financée par l'UE), puis en forçant ces mêmes migrants à acheter leur liberté. En 2018, Hemedti dirigeait un empire commercial qui comprenait l'immobilier et la production d'acier, et avait construit un réseau de mécènes qui rivalisait avec celui de Bashir. Peu de gens dans le centre sont satisfaits. Pour l'élite politique riveraine et l'armée soudanaise, Hemedti était un usurpateur sans éducation venu des périphéries. Bien qu'il soit arabe, il n'est pas issu de l'étroite coterie de familles qui ont longtemps gouverné le Soudan, et son empire économique constitue une menace directe pour la domination militaire soudanaise.

Malgré les efforts de M. Bashir pour trouver d'autres sources de devises étrangères, en 2018, l'économie était en chute libre. En désespoir de cause, le dictateur a réduit les subventions sur le blé et le carburant, rompant ainsi son pacte avec les villes soudanaises. Les manifestations ont commencé dans les périphéries et se sont rapidement étendues à tout le pays. L'Association des professionnels soudanais (SPA), qui regroupe les syndicats de cols blancs, a ouvert la voie et n'a pas tardé à réclamer la démission du dictateur. En janvier, elle s'est jointe à une vague coalition de partis politiques d'opposition pour former un groupe appelé Forces de la liberté et du changement (FFC).

Les manifestations à Khartoum sont organisées par un certain nombre de comités de résistance et se déroulent dans une atmosphère carnavalesque, offrant de l'aide mutuelle et des soins de santé gratuits, dans une réplique explicite à la violence et à la répression du régime. Au fur et à mesure que la révolte s'intensifiait, les bailleurs de fonds de Bachir dans le Golfe tergiversaient et les militaires étaient de plus en plus mal à l'aise. C'était une chose de tuer des gens dans les périphéries, mais c'en était une autre de faucher les jeunes urbains de Khartoum, dont beaucoup étaient issus des propres familles des soldats. Le 10 avril 2019, M. Bashir aurait donné l'ordre d'ouvrir le feu sur le sit-in. Hemedti affirme avoir refusé cet ordre et, le lendemain, Bachir avait disparu.



## et la révolution advint

Les services de sécurité espéraient qu'en déposant Bashir, ils pourraient conserver le contrôle de leurs propres empires économiques. Pendant un moment, les soldats sont devenus des héros et Hemedti a même trouvé un certain soutien populaire à Khartoum, une ville qui l'a toujours considéré comme un étranger. Mais ce ne fut qu'un instant. Les manifestants voulaient un gouvernement civil, pas un nouveau dictateur militaire, et plutôt que de se disperser, ils ont organisé un sit-in devant le quartier général de l'armée à Khartoum. Les services de sécurité ont joué la montre et espéré pouvoir endormir les manifestants, mais au fil des mois, l'armée a commencé à s'inquiéter,

et les SAF et les RSF ont trouvé une cause commune dans la répression de l'agitation civile.

Tôt dans la matinée du 3 juin, les services de sécurité, y compris les FSR, ont tenté de disperser le sit-in. À la fin de la journée, on dénombrait environ 200 morts et 900 blessés parmi les manifestants. Néanmoins, les manifestations se sont poursuivies. Le 30 juin, jour du trentième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de M. Bashir, un million de personnes ont manifesté contre la junte. Cependant, les dirigeants politiques de l'opposition étaient divisés sur la manière de procéder. De nombreux comités de résistance pensaient que le massacre du 3 juin avait détruit la crédibilité de l'armée et que le moment était venu de préparer une grève générale pour la chasser du pouvoir. Mais le FFC a entamé des négociations avec l'armée, qui subissait des pressions de la part des États-Unis et de la Grande-Bretagne, via l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, pour entrer dans un gouvernement de transition avec des civils. Le 1er juillet, la SPA a annoncé des plans pour deux semaines de protestations menant à une grève générale. Quelques jours plus tard, les FFC annoncent un accord verbal avec les militaires et la SPA change de cap.

Les accords qui ont finalement été signés en août 2019 ont amené le FFC à former un gouvernement de transition avec les militaires, mais ils ont reporté les questions les plus importantes du Soudan, qui devaient être résolues dans un avenir lointain. Des élections seraient organisées en 2022 et, d'ici là, le pays serait dirigé par un conseil souverain composé d'officiers militaires et de politiciens civils, avec Burhan à sa tête et Hemedti comme adjoint, supervisant un cabinet technocratique dirigé par l'ancien économiste de l'ONU Abdalla Hamdok.



## Réactions internationales

L'Occident s'est intéressé tardivement à la lutte pour l'indépendance du Soudan. L'enjeu était le réalignment régional - le Soudan devait normaliser ses relations avec Israël - et la réforme de l'économie nationale. Écouter les diplomates et les fonctionnaires de la Banque mondiale qui envahissent les cafés climatisés de Khartoum après la révolution, c'est régresser vers la fin de l'histoire. Pour eux, l'utopie démocratique naîtrait de l'austérité et de la suppression des subventions. Le cabinet de Hamdok s'est rapidement converti à cette doctrine, même si cela signifiait faire fi des objectifs socio-économiques de la révolution qui avait renversé Bashir. Dès son entrée en fonction, le premier ministre des finances, Ibrahim Elbadawi - un ancien de la Banque mondiale - a annoncé que l'objectif de la révolution était de libérer le pays de sa crise de la dette en réduisant les subventions.

De nombreuses actions de la FFC semblaient destinées à séduire un public international, et l'organisation était par ailleurs entravée dans son programme intérieur par un establishment militaire qui, loin de démanteler le moteur économique de l'ancien régime, avait l'intention de le ramasser pour en faire des miettes. Les finances militaires n'étaient pas du ressort de la partie civile du gouvernement et la réforme du secteur de la sécurité n'a jamais été entamée. Hemedti a continué à accroître son pouvoir militaire et économique : le RSF a recruté dans tout le pays, et

pas seulement au Darfour, ce qui a conduit certains de ses partisans à affirmer que ce sont ses paramilitaires, plutôt que les SAF, qui constituent les véritables forces armées du Soudan.

Hemedti a également pris l'initiative de s'occuper des périphéries. L'accord d'août 2019 avait mis sur la touche le Front révolutionnaire soudanais, qui regroupait de nombreux rebelles armés des marges du pays. Une fois de plus, le pouvoir a été accaparé par le centre. C'est pourquoi certains commandants rebelles considéraient le FFC comme la dernière itération du régime ripuaire et espéraient que, bien que Hemedti leur ait infligé de lourdes défaites au cours de la décennie précédente, il pourrait être quelqu'un avec qui ils pourraient faire des affaires. Bien que ce soit le gouvernement civil qui ait officiellement pris la tête des négociations ultérieures avec les rebelles, Hemedti a exercé un contrôle informel sur le processus. En octobre 2020, un accord a été signé entre le gouvernement de transition et les rebelles, qui leur garantissait des sièges au gouvernement et promettait une plus grande décentralisation politique. En fin de compte, presque aucune des mesures les plus ambitieuses de l'accord n'a été mise en œuvre. Au lieu de cela, l'intégration des rebelles dans le gouvernement de Khartoum a permis à Hemedti d'utiliser la stratégie de Bashir - fragmenter les forces d'opposition et les monter les unes contre les autres - contre ses rivaux. À partir d'octobre 2020, Hemedti a utilisé les rebelles pour diviser le centre.

## Le coup d'État

À ce stade, la frustration du public à l'égard du gouvernement de Hamdok s'accroît, certains manifestants demandant sa démission et l'armée augmentant la pression. Les rebelles, désormais intégrés au gouvernement, ont organisé des manifestations "Potemkine" devant le quartier général de l'armée, imitant celles qui avaient conduit à la chute de Bashir. Ils ont affirmé que le gouvernement de Hamdok avait perdu sa voie : il ne s'intéressait qu'au centre, et non à la justice pour le Darfour ou à la modification des inégalités géographiques qui ont longtemps marqué le pays. Il y avait beaucoup de vérité dans cette rhétorique, mais elle était sous-tendue par une motivation politique différente : déstabiliser le pays et préparer le terrain pour un coup d'État.

\*

Ce coup d'État, prédit depuis longtemps, n'a choqué que les apparatchiks de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, qui n'auraient jamais imaginé que les militaires puissent renoncer volontairement aux investissements internationaux qui se seraient taris en cas de coup de force. Burhan et Hemedti, à qui l'on a promis des fonds du Golfe, n'ont pas hésité. Le 25 octobre, Burhan remercie Hamdok pour ses services et déclare l'état d'urgence. Les commentateurs internationaux déplorent une saison de coups d'État et placent le Soudan dans un ensemble hétéroclite à côté du Myanmar, du Mali et de la Guinée. Mais en réalité, le coup d'État soudanais n'allait jamais déboucher sur une dictature militaire à l'égyptienne. Contrairement au régime de Bashir, qui a gouverné avec l'aide des islamistes soudanais, du moins pendant la première décennie, la junte de Burhan n'avait pas d'idéologie ni de véritable base sociale. Leur prise de pouvoir était en fait une manœuvre de négociation, destinée à pousser Hamdok à revenir au gouvernement avec un cabinet affaibli, tout en préservant la base du pouvoir militaire.

Hamdok est revenu au pouvoir un mois après le coup d'État, mais il a démissionné six semaines plus tard au milieu des manifestations de rue qui se poursuivaient. En octobre 2022, il était clair que le régime militaire battait de l'aile. Le Golfe n'avait pas tenu ses promesses financières à la junte, l'inflation et la faim montaient en flèche et les manifestations publiques ne faiblissaient pas. Le coup d'État a prouvé que l'antagonisme fondamental de la révolution soudanaise restait intact. D'un côté, le conseil de sécurité de Bashir (transformé seulement nominalement en l'absence de Bashir lui-même). De l'autre, le FFC étant mis à l'écart, les citoyens urbains du Soudan, attachés au régime civil et représentés par les différents comités de résistance.

Pour les Américains et les Britanniques, les militaires n'allaient nulle part, et le réalisme exigeait donc un nouveau gouvernement de transition civilo-militaire. Dans les milieux diplomatiques, Burhan n'est pas considéré comme un

islamiste et peut donc être toléré par l'Occident. Pour sa part, la junte a estimé que la meilleure façon de préserver le coup d'État était d'y mettre fin et de former un nouveau gouvernement de transition, sur lequel les militaires pourraient ensuite rejeter la responsabilité de l'aggravation des difficultés économiques du Soudan. C'est dans ce contexte que l'accord-cadre, signé le 5 décembre 2022, a réuni une partie du FFC et certains partis politiques soudanais au sein d'un nouveau gouvernement avec les militaires. Les fonctionnaires de l'ONU et les diplomates occidentaux se sont déclarés satisfaits, alors que, dans tout le Soudan, l'accord a été accueilli par des protestations.

# Échec du coup d'État

Une fois de plus, l'accord a refusé de faire face aux problèmes les plus urgents du pays. La dynamique du secteur de la sécurité, la place de la RSF et le rôle de l'armée dans le gouvernement ont tous été laissés à la phase II, qui s'est vu accorder le délai absurde d'un mois. L'accord a mis l'accent sur Hemedti, qui s'est efforcé de critiquer le coup d'État et a tenté de se rapprocher du FFC civil. Cela a inquiété l'Égypte, qui craignait la marginalisation des FAS et a donc établi un cadre de négociation distinct au Caire, incluant certains des groupes rebelles qui avaient rejoint le gouvernement avant le coup d'État.

Avec la signature de l'accord-cadre, l'opposition civilo-militaire qui avait dominé la politique soudanaise s'est considérablement compliquée. Burhan et Hemedti ont commencé à rechercher le soutien des civils et des rebelles, tout en cherchant des soutiens régionaux. La réforme des forces de sécurité était donc presque impossible à envisager, car les deux principaux acteurs militaires du pays étaient de plus en plus à couteaux tirés : L'Égypte s'est alignée sur Burhan, tandis que Hemedti est en affaires avec le groupe russe Wagner.

En mars, des ateliers étaient provisoirement en cours sur les questions plus profondes qui affectent le conflit dans le pays, y compris la place de la RSF au sein de l'armée soudanaise. Le chef de la mission des Nations unies au Soudan, Volker Perthes, a annoncé au Conseil de sécurité des Nations unies, le 20 mars, qu'il était "encouragé par le peu de différences substantielles qui subsistent entre les principaux acteurs". Pourtant, le reste du Soudan n'est pas convaincu. Mes amis qui vivent à Khartoum pensaient qu'un conflit entre Burhan et Hemedti était devenu inévitable.

### La guerre entre deux militaires

Et c'est ce qui s'est passé. Le problème, qui avait été mis en suspens pendant si longtemps, s'est heurté à un mur. Burhan a expulsé des représentants du FSR d'une réunion sur la réforme du secteur de la sécurité, tandis que le FSR a commencé à renforcer ses forces autour de Khartoum en prévision d'affrontements. Les calendriers arbitraires des diplomates, qui voulaient un gouvernement avant la fin du ramadan, ont sans aucun doute accentué ces divisions. Aujourd'hui, alors que les combats entrent dans leur troisième jour, il y a peu de chances qu'un cessez-le-feu intervienne dans l'immédiat. La rhétorique des deux hommes est belliqueuse. Pour Hemedti, il s'agit selon toute probabilité de sa première et unique chance de gouverner. S'il est vaincu et que les FAR sont dissoutes dans l'armée, sa base de soutien sera érodée et la dissolution de son empire économique s'ensuivra. Pour Burhan, soutenu par l'Égypte, il reste d'autres options de négociation, mais il ne faut pas sous-estimer l'intensité de la rancœur ressentie par l'armée à l'égard de l'arriviste darfour. Malgré la force des Forces armées soudanaises et le soutien de l'Égypte, la bataille ne sera probablement pas facile. Les FAR sont implantées dans les zones civiles de Khartoum et certains des combats les plus meurtriers ont déjà eu lieu au Darfour, sur le territoire de Hemedti.

Quelle que soit l'issue du conflit - et il est probable qu'il entraînera des pertes humaines dévastatrices -, il marquera une nouvelle ère pour le Soudan. Les trois guerres civiles précédentes se sont déroulées dans les périphéries et ont préservé les relations de classe liées à la géographie et associées à Bashir. En revanche, cette guerre civile - si c'est ce qu'elle devient - se déroule à Khartoum et dans ses villes satellites. Hemedti, qui s'est fait connaître grâce à la politique transactionnelle de Bashir et à son instrumentalisation des milices, a désormais sa propre vie politique. Son

statut d'outsider est un défi à l'élitisme riverain du Soudan - un défi qui se joue dans les rues et les cieux de ses espaces urbains.

Orient xxi

Coups de feu à Khartoum

Traduit avec [www.DeepL.com/Translator](http://www.DeepL.com/Translator) (version gratuite)

*Post-scriptum :*

*Spektives.noblog.org*

*Résistance commitee.com*

*Rs21.org*

*Sudanese wall painting*

*Aljazeera.com sudan protester*